

2014-2024

L'industrie France vue par Arnaud Montebourg

SMART-INDUSTRIES : Deux grandes lignes ressortent de la nouvelle France industrielle voulue par le gouvernement : la transition énergétique et numérique. Comment l'expliquez-vous ?

ARNAUD MONTEBOURG : Les 34 plans de la Nouvelle France Industrielle sont issus du terrain, des entreprises, et des filières rassemblées au sein du Conseil National de l'Industrie. Ils ont été choisis sur la base de plusieurs critères : le potentiel de croissance qu'ils recèlent pour les entreprises françaises sur le marché international ; le positionne-

ment écologique de notre économie, la transition numérique de la France, et enfin un changement de société par la diffusion des nouvelles technologies :

→ 14 plans participent directement de la transition énergétique et écologique : ils sont relatifs aux transports du futur, à la production et à la gestion de l'énergie, à l'optimisation de l'utilisation des matériaux et des ressources.

→ 9 plans sont centrés sur la transition numérique : cœur de la filière numérique (équipements logiciels

nouvelles frontières. Ce sont les défis économiques de demain auxquels nous devons nous préparer à répondre collectivement.

SMART-INDUSTRIES : Une quatrième révolution industrielle se prépare, emmenée notamment par les Allemands, mais également par des acteurs français. Une révolution qui mêle justement le numérique, l'internet des objets... au cœur de la production. La France est-elle prête pour cette révolution ?

ARNAUD MONTEBOURG : Bien sûr. Elle l'a déjà largement entamée. Les 34 plans, en particulier les plans « *Usine du futur* » et « *Objets connectés* » doivent positionner les entreprises françaises comme leader dans ces domaines.

Cette révolution sera menée par les entreprises : c'est pour cela que pour chacun des 34 plans, le chef de projet est issu des entreprises en France.

SMART-INDUSTRIES : Quels sont les moyens mis en œuvre par le gouvernement pour que s'opère la quatrième révolution industrielle ?

ARNAUD MONTEBOURG : Il n'y pas de miracle, la quatrième révolution industrielle n'est pas sur le modèle des 3 premières révolutions. Ce n'est plus un seul des aspects de la production qui permettra de construire cette prochaine révolution. C'est la convergence d'une

“ Il n'y pas de miracle, la quatrième révolution industrielle n'est pas sur le modèle des 3 premières révolutions. Ce n'est plus un seul des aspects de la production qui permettra de construire cette prochaine révolution. ”

ment actuel de l'industrie française sur ces segments de marché vis-à-vis de la concurrence mondiale ; la maturité technologique des produits et services concernés ; la capacité de l'Etat à appuyer leur développement, en utilisant une large gamme de leviers d'action publique.

Le croisement de ces critères a conduit à retenir 34 plans qui concourent à trois ambitions majeures : la transition énergétique et

et services), avec une dimension forte de souveraineté et de sécurité, et usages du numériques.

→ 11 plans participent à la transition technologique de notre société : santé, alimentation, biens de consommation ou conditions de travail.

Ce n'est pas étonnant que les 34 plans de la Nouvelle France Industrielle portent la France sur ces 3



multitude de briques qui le permettra. Et c'est bien directement l'objet d'une grande partie des 34 plans. C'est bien entendu tout d'abord le plan « *Usine du futur* » qui fera la synthèse de ces briques, mais ce sont par exemple les plans adressant l'énergie, les plans adressant le recyclage, ce sont aussi les plans numérique, robotique, etc. Comme vous le voyez, la quatrième révolution industrielle est en réalité une construction qui s'appuie sur la totalité de ces branches !

C'est le rôle des 34 plans et en particulier du plan « *Usine du futur* » qui a une vocation plus horizontale, en s'adressant à tous les secteurs de notre économie, quand les 33 autres plans s'adressent d'abord à une filière, un secteur en particulier.

SMART-INDUSTRIES : Si avoir une industrie plus compétitive, plus communicante, plus intelligente reste la finalité, pour y parvenir de nouveaux métiers vont apparaître. Les Smart-Industries ne représentent-elles pas de nouvelles opportunités de création de savoir-faire ?

ARNAUD MONTEBOURG : La formation est effectivement un enjeu fondamental pour accompagner les mutations en cours. Il est donc essentiel que l'appareil de formation évolue au même rythme que les modes de production des entreprises : c'est pour fluidifier les relations entre ces deux mondes que Vincent Peillon a créé le conseil national éducation-économie. Le travail en cours sur les 34 plans qui mobilise d'ores et déjà plus de 500 personnes des entreprises et des administrations, doit mettre en évidence les nouveaux besoins de formation.

SMART-INDUSTRIES : Quel sera le rôle de la BPI pour aider ses nouvelles pousses ? Et la BPI sera-t-elle également présente pour aider les entreprises qui souhaitent devenir Smart ? Et comment ?

ARNAUD MONTEBOURG : La BPI est la banque de la reconstruction industrielle, conçue pour soutenir l'innovation dans les entreprises. C'est un acteur majeur des 34 plans industriels : la BPI participe à chacune des 34 équipes projets mises en place. Grâce à la nouvelle vague des inves-

tissements d'avenir, elle dispose de nouveaux moyens pour faciliter la modernisation de la production dans les entreprises, notamment des prêts bonifiés pour les entreprises qui investissent dans la numérisation ou la robotisation de leur appareil.

“ Parmi les 34 plans, si 20 ou 25 sont un succès, je me féliciterai du résultat. Il faut prendre des risques si on veut faire avancer les choses. ”

SMART-INDUSTRIES : Pour revenir à vos 34 plans, y aura-t-il des plans pour lesquels ce sera plus difficile ? Y a-t-il une échéance quant à leurs mises en œuvre ?

ARNAUD MONTEBOURG : Parmi les 34 plans, si 20 ou 25 sont un succès, je me féliciterai du résultat. Il faut

prendre des risques si on veut faire avancer les choses. Aujourd'hui, chaque filière est unique, chaque plan est donc spécifique, cousu main. On fait du sur mesure pour chaque plan. Mais les équipes du redressement productif sont mobilisées pour assurer la réussite de chacun des plans.

La première échéance, c'est celle que le Premier Ministre a fixée dans la lettre de mission qu'il m'a adressée pour coordonner l'ensemble de l'initiative de la Nouvelle France Industrielle : avoir 34 feuilles de route opérationnelles validées avant le 1^{er} mars 2014.

SMART-INDUSTRIES : Big data, cloud computing... tout cela concourt à rendre l'usine plus intelligente. Pourquoi ne pas les avoir tous réunis en un seul ? Et le plan Usine du futur n'est-il pas à la croisée de plusieurs technologies et transverse aux autres plans ? (Pas de véhicules du futur ou d'avion du futur sans une conception/production Smart).

ARNAUD MONTEBOURG : Les technologies que vous évoquez ont des logiques différentes et sont portées par des acteurs différents. Mais nous construisons bien évidemment une coordination entre chaque plan pertinent.

et nous attendons des chefs de projet du concret. L'horizon que nous visons, c'est 2000 maintenant, pas 2050.

Le plan « *Usine du futur* » est particulier car transverse. Son ambition est de moderniser nos outils de production et d'y injecter les meilleures nouvelles technologies. Il renforcera ainsi tous les autres plans.

SMART-INDUSTRIES : Quel est le prévisionnel financier ? Combien d'argent public pourrait être consacré aux plans, et notamment à celui consacré à l'Usine du Futur ? Comptez sur des investissements privés ? Est-ce suffisant pour financer 34 plans aussi ambitieux ?

ARNAUD MONTEBOURG : Opérationnellement, c'est aujourd'hui 4 milliards d'euros qui sont mobilisés sur la deuxième vague des investissements d'avenir. Cela représente 0,2 point de PIB, ce qui est finalement relativement peu d'argent public par rapport à ce que les autres pays consacrent à leur politique industrielle. Le plan allemand représente 0,3 point de PIB à l'horizon 2020, le plan américain 0,65 point de PIB et le plan japonais environ 1 point de PIB. Mais à la fois par l'effet de levier que peut générer cet investissement public, notamment par

loués à ces 34 plans sont important avec un effet multiplicateur élevé sur l'activité et la croissance.

Mais l'argent n'est qu'un des leviers. Ces plans iront plus loin : ils ont vocation à mobiliser la commande publique, à proposer de modifier l'offre de formation, à renforcer la dynamique d'innovation de chaque filière ...

SMART-INDUSTRIES : Quel est le potentiel estimé par McKinsey en valeur ajoutée et en emplois de ces 34 plans ?

ARNAUD MONTEBOURG : Le potentiel est de 45.5 Mrds de Valeur ajoutée dont 40 % à l'export. L'impact est massif en termes d'emploi : 480 000 emplois sauvegardés ou créés sont à prévoir. Ces 34 plans construisent la Nouvelle France Industrielle.

SMART-INDUSTRIES : Comme vous l'avez annoncé lors de la nomination des responsables des plans, les autres pays (États-Unis, Grande Bretagne...) ont également une volonté de relocaliser, de développer leur industrie, nous ne sommes pas les seuls à avoir un plan. Qu'est-ce qui différencie le plan français des autres ?

ARNAUD MONTEBOURG : Je vois trois différences.

La première c'est le concret. Chaque plan vise une cible précise, et implique des acteurs industriels identifiés.

La seconde c'est la méthode : avec McKinsey nous sommes partis d'une lecture de la mondialisation pour y imaginer la place que la France peut y prendre à l'avenir. Nous assumons une initiative de nature mercantiliste : faire en sorte que les entreprises de France prennent le plus de parts de marchés dans les secteurs en croissance.

La troisième différence c'est la méthode de mise en œuvre : nous

66 Alors qu'il y a une dizaine d'années, on théorisait les sociétés modernes sans industrie ni usines, une nouvelle orientation est aujourd'hui prise par les grands pays celle d'une industrie de nouveau au cœur des préoccupations mais intégrant plus d'intelligence et de numérique. 99

Nous avons voulu descendre à un niveau de précision suffisant : c'est pour cela qu'il y en a 34. Cela permet d'être dans le concret dans la réalité des projets des entreprises

le développement des partenariats publics privés, mais aussi par la sanctuarisation du Crédit Impôt Recherche qui est un élément central de notre politique, les moyens al-

missions sur les entreprises pour piloter ces projets. Elles y ont un intérêt direct et donc les plans ont le plus de chances d'aboutir. L'Etat est là pour les soutenir et aligner tous les leviers pour faire aboutir ces projets.

SMART-INDUSTRIES : Des partenariats internationaux, et surtout européens, à l'occasion de ces plans industriels sont-ils envisageables ? Pouvons-nous encore jouer franco-français ? L'industrie européenne manque-t-elle d'ambition ?

66 Le plan « *Usine du futur* » est particulier car transverse. Son ambition est de moderniser nos outils de production et d'y injecter les meilleures nouvelles technologies. Il renforcera ainsi tous les autres plans. 99

ARNAUD MONTEBOURG : Oui, nos plans sont bien sûr ouverts à des coopérations européennes et internationales. J'observe que, pour nombre d'entre eux, ils s'articulent déjà largement avec des initiatives européennes existantes ou en cours de définition et c'est notre ambition que d'accentuer cela. J'ajouterais que nous voulons effectivement aller plus loin et développer un maximum de coopérations industrielles structurantes avec nos grands partenaires internationaux. J'y travaille activement. Notre conviction c'est qu'on ne coopère bien et efficacement avec d'autres pays que lorsqu'on est déjà fort et organisés dans le domaine concerné.

SMART-INDUSTRIES : Votre poste impose d'avoir une vision à moyen/long terme, comment voyez-vous l'Usine du futur ? Comment sera l'industrie française dans dix ans ?



ARNAUD MONTEBOURG : Vous avez raison ! Tout d'abord comme vous le savez, le monde doit faire face à de très grands enjeux tels que le réchauffement climatique, l'épuisement des ressources naturelles, la croissance de la population, en particulier dans les pays en développement et évidemment la course à la compétitivité. Ces nouvelles contraintes vont imposer que s'ouvre une nouvelle ère industrielle. Une nouvelle façon de produire les biens est à inventer. Des innovations technologiques majeures dans les moyens de production seront donc à déployer.

Alors qu'il y a une dizaine d'années, on théorisait les sociétés modernes sans industrie ni usines, une nouvelle orientation est aujourd'hui prise par les grands pays : celle d'une industrie de nouveau au cœur des préoccupations mais intégrant plus d'intelligence et de numérique.

La France, l'un des berceaux de la révolution industrielle, doit elle aussi se positionner et proposer son propre modèle industriel global pour rester dans la course de ce

bouleversement des modes de production. Nous voulons construire, pour notre part, un modèle prenant en compte toutes les dimensions structurantes de la production : la

digitalisation et l'intelligence certes mais aussi la robotisation, le respect de l'environnement, la flexibilité et l'intégration de l'usine dans son écosystème social, la production près du lieu de consommation. C'est en intégrant des technologies novatrices que nous ferons naître l'usine de demain.

L'enjeu pour la France réside clairement dans sa capacité à être au rendez-vous du prototypage rapide, de la convergence des réseaux sociaux, de l'hyper-connexion des entreprises, des interfaces homme-machine, de la robotique, de la réalité augmentée, du numérique (bigdata, cloud...), du cobo-management, de l'impression 3D, de l'intelligence artificielle et du design. Voilà sur quoi sera basée l'industrie française de demain. Elle devra réussir cette mutation ou bien elle sera en grand danger ! C'est l'enjeu que nous avons en face de nous et la bataille que je veux gagner avec toutes les forces productives, de l'opérateur à l'ingénieur en passant par le chercheur, le chef d'entreprise, le cadre et le technicien ! ■